

Examen de diplôme pour expert(e)s fiscaux 2018

Droit

Cet examen comprend 10 pages

Temps indicatif: 90 minutes

Max. points: 90 points

5 exercices

Contenu

		Temps indicatif approx.	Nbre points max.
Exercice 1	Droit des obligations / Vente	24 minutes	24 points
Exercice 2	Droit des obligations / Droit du travail	15 minutes	15 points
Exercice 3	Droit des sociétés I	19 minutes	19 points
Exercice 4	Droit des sociétés II / Transactions	15 minutes	15 points
Exercice 5	Droit des successions	17 minutes	17 points

Pour écrire vos solutions, n'utilisez que les feuilles de solutions quadrillées de couleur.

Les notes sur les pages des données d'exercices ou au verso de celles-ci ainsi qu'au verso des feuilles de solutions ne seront pas prises en considération ! Si la place ne suffit pas pour inscrire vos solutions, indiquez clairement les éventuelles feuilles complémentaires; les calculs font partie intégrante des solutions.

Autres informations à lire soigneusement :

- Les réponses doivent être brièvement motivées. **Les réponses qui ne sont pas motivées ou qui contiennent une motivation erronée peuvent être sanctionnées par zéro point. Les dispositions légales topiques ne doivent être indiquées que lorsque cela est demandé dans l'énoncé des questions.**
- Partez de l'hypothèse que toutes les personnes et sociétés mentionnées dans les états de fait et les énoncés des questions ont leur domicile, respectivement leur siège en Suisse. Tous les contrats mentionnés sont soumis au droit suisse.
- **Les réponses illisibles pourront être évaluées par zéro point ;une réponse est réputée illisible lorsque les correcteurs ne parviennent pas à la lire au premier abord**Lisez l'état de fait et les questions y relatives de manière attentive et complète avant de formuler vos réponses.

Pour des raisons d'égalité de traitement, il ne sera répondu à aucunes questions sur les casus pendant l'examen. Si une question devait donner lieu à des incertitudes, il s'agira d'émettre des hypothèses raisonnables et de les mentionner dans la réponse.

Nous vous souhaitons plein succès!

Examen de diplôme pour expert(e)s fiscaux 2018

Droit

Exercice 1

Temps indicatif: 24 minutes

Max. points: 24 points

Droit des obligations / Vente

Etat de fait

Fabien a acheté dans le magasin DigiTab SA, commerçant en électronique, une tablette de seconde main, vieille d'une année, avec son système d'exploitation. Il pensait utiliser cette tablette à des fins commerciales dans le cadre de son entreprise individuelle. Le lendemain de cette acquisition, Fabien est parti en vacances pour trois semaines avec sa nouvelle amie Fabienne. Le lendemain de son retour de vacances, il a acquis en ligne des logiciels standards nécessaires à l'exercice de son activité professionnelle et a immédiatement essayé de les installer sur la tablette récemment acquise. Cependant, Fabien a constaté avec colère qu'il ne parvenait pas à installer lesdits programmes sur la tablette. Au vu de l'absence de tout programme malveillant (malware), il a conclu à une défectuosité du système d'exploitation.

Fabien a tenté pendant plusieurs jours de régler correctement toutes les fonctions du système d'exploitation – malheureusement sans succès. Deux semaines après son retour de vacances, il a appelé le vendeur de matériel électronique, soit la société DigiTab SA, s'est référé aux problèmes rencontrés et a exigé une tablette neuve et en bon état de marche. De surcroît, Fabien a fait valoir une perte de gains, étant donné qu'il n'a pas pu faire usage de la tablette de la manière prévue. Par conséquent, il a également exigé de DigiTab SA des dommages-intérêts (de manière chiffrée et dûment étayée). Les représentants de DigiTab SA ont toutefois refusé de procéder à un échange de la marchandise et ont contesté, au nom de la société, être redevables d'éventuels dommages-intérêts.

Au fil des discussions subséquentes, DigiTab SA soulève entre autres l'argument selon lequel Fabien aurait dû faire valoir ses prétentions par écrit. En outre, DigiTab SA n'aurait pas pu savoir que la tablette était défectueuse, n'ayant reçu cette dernière que peu de temps avant de la revendre à Fabien.

Pour traiter les questions ci-après, partez de l'hypothèse que les parties n'ont pas convenu de règles particulières quant à la responsabilité et à l'échange et que DigiTab SA a toujours omis de faire référence à ses propres conditions générales dans ses échanges avec Fabien.

Question 1.1

(2 points)

Quels sont les éléments constitutifs d'un contrat ? Dans le cas présent, un contrat a-t-il été valablement conclu ?

Question 1.2

(1 point)

Partez ci-après de l'hypothèse – et sans tenir compte de votre réponse à la question 1.1 – qu'un contrat a valablement été conclu.

De quelle forme de vente s'agit-il dans le présent cas ?

Question 1.3**(2 points)**

Les conditions générales doivent-elles également être prises en considération ?

Question 1.4**(19 points)**

Partez ci-après de l'hypothèse – et indépendamment de votre réponse à la question 1.3 – que les conditions générales doivent être prises en considération, mais qu'elles ne contiennent pas de règles pour la question qui suit.

Donnez une appréciation juridique quant aux prétentions émises par Fabien. La marchandise doit-elle être échangée ? Des dommages-intérêts sont-ils dus ? Motivez votre réponse en indiquant les règles légales applicables. Les prétentions que Fabien n'a pas émises ne doivent pas être traitées.

Examen de diplôme pour expert(e)s fiscaux 2018

Droit

Exercice 2

Temps indicatif: 15 minutes

Max. points: 15 points

Droit des obligations / Droit du travail

Etat de fait

Lisa a postulé avec succès pour une place d'assistante commerciale auprès du centre de formation Know How SA (KHSA). KHSA lui soumet un bref contrat de travail de durée indéterminée. Ledit contrat ne porte mention que des parties contractuelles, du temps d'essai de 3 mois, de la durée du travail hebdomadaire de 42 heures et du salaire horaire de CHF 35.- brut. Il indique en sus que les parties au contrat peuvent convenir oralement de dispositions additionnelles.

Question 2.1

(8 points)

Est-il nécessaire de satisfaire à des prescriptions de forme pour conclure un contrat de travail ? Ce bref contrat de travail est-il conforme aux prescriptions légales ? Dans l'affirmative, pourquoi ? Si tel n'était pas le cas, quelles dispositions contractuelles doivent impérativement revêtir la forme écrite ? Quelles en sont les conséquences en cas de manquements ? Motivez votre réponse en indiquant la disposition légale applicable.

Etat de fait (suite)

Lors de sa deuxième année en tant qu'employée pour la société précédemment citée, Lisa apprend avec joie qu'elle est enceinte. Afin de ne pas perdre son emploi, elle continue à travailler sans en informer son supérieur. Au fil de sa grossesse, Lisa se sent de plus en plus fréquemment mal et ne se rend dès lors pas à son travail à quelques reprises, sans toutefois en aviser son supérieur. Finalement, son supérieur met fin à son contrat de travail en date du 15 février 2018 car Lisa, malgré des avertissements préalables, manque à nouveau son travail sans s'en excuser. Son fils est né le 12 mars 2018.

Question 2.2

(7 points)

Quel délai de résiliation s'applique en l'espèce ? Quelles sont les conséquences de la résiliation des rapports de travail ? Le présent cas entraîne-t-il l'application de règles particulières ? Quelles prétentions Lisa peut-elle faire valoir en se fondant sur le contrat ?

Examen de diplôme pour expert(e)s fiscaux 2018

Droit

Exercice 3

Temps indicatif: 19 minutes

Max. points: 19 points

Droit des sociétés I

Indication : Pour cet exercice, motivez vos réponses en indiquant les bases légales applicables.

Etat de fait

ABC Medical Technology SA, dotée d'un capital-actions totalisant CHF 1 Mio. (1'000 actions d'une valeur nominale de CHF 1'000.- chacune) a pour but la recherche dans le domaine de la technique médicale ainsi que le développement, la fabrication et la distribution d'appareils et produits dans ledit domaine. Son actionnariat est, selon le registre des actions, structuré comme suit :

Nom	Type d'actions	Part des actions
Armin	Actions nominatives	400 (40%)
Bernadette	Actions nominatives	300 (30 %)
Christian	Actions nominatives	200 (20 %)

De plus, Doris détient 100 actions au porteur d'une valeur nominale totale de CHF 100'000. La société ne tient pas d'autres registres ou listes (que le registre des actions susmentionné). Jusqu'à présent, les actionnaires n'ont fait aucune déclaration envers la société. Les statuts ne prévoient aucun quorum quant à la présence ou au nombre de voix. Le conseil d'administration se compose de tous les actionnaires, et Armin en assure la présidence depuis la fondation de la société en date du 15 juillet 2016. Les actionnaires n'ont pas conclu de conventions d'actionnaires entre eux. En sus de ses actionnaires, ABC Medical Technology SA emploie trois autres personnes. Au cours de l'exercice 2017, la société a réalisé un chiffre d'affaires de CHF 600'000 et fait état d'une somme du bilan à hauteur de CHF 2.5 Mio.

Lorsque Christian reçoit le 5 février 2018 la facture du réviseur pour le contrôle restreint de l'exercice 2017, il en tombe de sa chaise car il estime la facture trop élevée. Il se demande si ABC Medical Technology SA pourrait s'épargner ces frais, puisqu'elle se trouve encore dans une phase de start up.

Question 3.1

(4 points)

ABC Medical Technology SA peut-elle renoncer à un contrôle restreint ?

Etat de fait (suite)

Une modification statutaire figure à l'ordre du jour de l'assemblée générale extraordinaire du 13 mars 2018. Le but social doit être élargi et permettre à l'avenir d'exploiter également des cabinets médicaux. Bernadette et Doris étaient déjà très enthousiastes vis-à-vis du projet d'Armin lors de la séance du conseil d'administration précédant l'assemblée générale. Christian est un opposant véhément à cet élargissement du but social.

Au cours de l'assemblée générale à laquelle participent tous les actionnaires, Christian doit s'incliner, comme il était à prévoir, devant tous les autres actionnaires qui approuvent la modification statutaire. Dès lors, Christian intente action en contestation de la décision, faisant valoir que les actionnaires ayant accepté la modification ont violé leurs obligations.

Question 3.2**(8 points)**

Quelles sont les chances de succès du demandeur dans l'action en justice qu'il a intentée ? Analysez séparément, pour chaque actionnaire, le reproche de violation de ses obligations. A quel résultat serait-on parvenu si la décision avait été prise de manière correcte ?

Etat de fait (suite)

Au terme de l'assemblée générale du 13 mars 2018, Armin conclut immédiatement une transaction avec la société Sanapraxxx Sàrl, un cabinet médical en pleine expansion. Selon l'accord conclu, ABC Medical Technology SA s'engage à reprendre la totalité des parts sociales de la Sàrl jusqu'en date du 30 juin 2018. De lourdes peines conventionnelles sanctionnent la non-reprise des parts.

Question 3.3**(7 points)**

Armin a-t-il, en sa qualité d'administrateur de la société, violé une obligation lui incombant ? Armin s'est-il ainsi exposé à un risque ? Pourrait-il encourir une responsabilité ? Dans l'affirmative, sous quelles conditions ? Quelles seraient les bases légales applicables ? Dans la négative : pourquoi Armin pouvait-il conclure ce contrat sans autres ? Examinez cette question en tenant compte de l'état de fait décrit avant la question 3.2.

Examen de diplôme pour expert(e)s fiscaux 2018

Droit

Exercice 4

Temps indicatif: 15 minutes
Max. points: 15 points

Droit des sociétés II / Transactions

Etat de fait

La société Newtech SA, jeune startup zurichoise active dans les nouvelles technologies souhaite, dans le cadre d'un transfert de patrimoine au sens de la LFus, aliéner une partie de son exploitation (notamment la division « Blockchain ») au prix de CHF 1'500'000.- à Blockbuster SA (une société tierce). La division qui doit être transférée compte 40 collaborateurs domiciliés à Zurich.

Question 4.1

(7 points)

Que se passe-t-il par rapport aux 40 collaborateurs devant être transférés comme part de la division « Blockchain » ? Quelle part du prix d'achat payé à NewTech SA reçoivent les 40 collaborateurs, selon les termes légaux (à l'encontre de quelle société seront-ils créanciers ?) ? Motivez votre réponse en indiquant la norme légale applicable.

Question 4.2

(8 points)

Quel est l'organe qui, du côté de NewTech SA, doit conclure le contrat de transfert de patrimoine ? Sous l'angle des conditions d'approbation en droit des sociétés, le fait qu'une autre division subsiste chez NewTech SA joue-t-il un rôle ? Dans l'affirmative, détaillez votre opinion. Motivez votre réponse en indiquant la règle légale applicable.

Examen de diplôme pour expert(e)s fiscaux 2018

Droit

Exercice 5

Temps indicatif: 17 minutes

Max. points: 17 points

Droit des successions

Etat de fait

Victor, célibataire, décède tragiquement lors de la descente du Mont Pollux (4092 m. au-dessus du niveau de la mer) et laisse derrière lui sa fille, Tamara, et ses deux petites filles, Eva et Eliane, les filles de son fils Sandro, également décédé lors d'une expédition en montagne.

L'inventaire de sa succession fait état d'une valeur de CHF 400'000.

Question 5.1

(3 points)

Partez de l'hypothèse où il n'y a pas de dispositions de dernière volonté : qui hérite de la succession de Victor et à hauteur de quel montant ?

Etat de fait (suite)

Dans la pharmacie de secours de l'accidenté, les experts en criminalistique trouvent une note tapée à la machine qui comporte – malgré des taches d'eau – une signature manuscrite bien lisible:

Zermatt, 12 février 2018

Si un jour la montagne devait m'être fatale, ma fille devra recevoir tous mes biens. Seul mon appareil de recherche des victimes d'avalanches devra revenir à mon ami montagnard Benno, à condition qu'il continue d'escalader des 4000.

Cordialement

Victor

Question 5.2

(2 points)

De quelle forme de disposition pour cause de mort s'agit-il en l'espèce ? Ou de quelle forme la note s'en rapproche-t-elle le plus ? Motivez votre réponse en indiquant la disposition légale applicable.

Question 5.3

(2 points)

Les prescriptions de forme relatives à la disposition pour cause de mort entrant en ligne de compte en l'espèce ont-elles été respectées ?

Question 5.4**(3 points)**

Eva est l'une de vos bonnes amies et vous fait part, au cours d'un repas pris en commun, qu'elle n'héritera rien de son grand-père. Que lui conseillez-vous d'entreprendre et sur quelle base légale ? Que se passera-t-il si Eva renonce à entreprendre quoique ce soit ?

Question 5.5**(7 points)**

Partez de l'hypothèse que la disposition pour cause de mort décrite dans l'état de fait ci-dessus a été rédigée valablement. Dans quelle mesure Benno a-t-il un droit successoral à faire valoir sur l'appareil de recherche des victimes d'avalanches ? Comment qualifie-t-on juridiquement la clause contenant la condition rattachée à l'attribution dudit appareil ? Cette condition est-elle juridiquement valable ? Motivez votre réponse en vous fondant sur la base légale applicable.